



**Atelier régional  
pour présenter les expériences  
du CAR/PAP et de la FAO en matière de lutte  
contre la dégradation des terres dans les zones  
côtières méditerranéennes**

**(Rome, 10-12 octobre 2005)**

**RAPPORT**



**Rapport**  
**de l'Atelier régional pour présenter les expériences du CAR/PAP et de la FAO**  
**en matière de lutte contre la dégradation des terres dans**  
**les zones côtières méditerranéennes**  
**(Rome, 10-12 octobre 2005)**

Contexte

1. Depuis sa mise en place, le CAR/PAP a été chargé par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone de la mise en œuvre d'activités destinées à contribuer à la lutte contre les processus d'érosion dans les zones côtières méditerranéennes. Suite à une évaluation détaillée des besoins et des priorités des pays méditerranéens en la matière, le CAR/PAP a décidé de formuler et de mettre en œuvre un projet de coopération méditerranéenne intitulé "Cartographie et mesure des processus d'érosion hydrique dans les zones côtières méditerranéennes".

2. Conscient du fait qu'une contribution de l'ONU et d'autres institutions et organisations spécialisées est cruciale pour l'obtention de résultats tangibles, le CAR/PAP a établi une coopération étroite avec la Division de la mise en valeur des terres et des eaux de la FAO dès la phase de formulation de ce projet qui a démarré en 1990. Il a été réparti en deux composantes : la première, consacrée à la cartographie, a été réalisée durant la période 1991-1992 dans des bassins versants pilotes en Espagne, Tunisie et Turquie; la seconde, concernant la mesure des processus d'érosion et réalisée durant la période 1993-1996, s'est concrétisée par des mesures pilotes effectuées dans ces mêmes pays.

3. Sur la base des résultats de ces expériences pilotes, une équipe d'experts PAP-FAO a préparé deux importants documents, à savoir : les *Directives pour la cartographie et la mesure des processus d'érosion hydrique dans les zones côtières méditerranéennes*, publiées par le CAR/PAP en 1997, et les *Directives pour la gestion de programmes de contrôle d'érosion et de désertification*, publiées en 2000. Les deux documents donnent des instructions pour la formulation de programmes de contrôle de l'érosion et de la désertification à partir de cartes consolidées d'érosion préalablement établies, et expliquent le rôle et la place de ces programmes dans le cadre du processus de gestion intégrée des zones côtières (GIZC). En 2002 a été préparée une *Photothèque des processus d'érosion* comme une annexe photographique aux Directives pour la cartographie des processus d'érosion ; sa version digitale est disponible sur Internet depuis 2004, grâce à la collaboration de la FAO.

4. L'érosion n'est qu'un des processus complexes qui sont à l'origine de la baisse de la productivité des sols et de la dégradation des terres. C'est pourquoi elle ne doit être étudiée isolément mais en relation avec tous les autres processus biophysiques et socio-économiques qui causent la dégradation des terres. Afin de freiner la dégradation des écosystèmes et l'affaiblissement des sources de revenu des populations, il devient crucial d'identifier l'importance de la dégradation des terres à l'échelle globale, y compris ses causes et ses impacts ainsi que les meilleures options qui s'offrent pour gérer les zones déjà affectées par ce phénomène ou qui risquent de l'être dans l'avenir.

5. Les écosystèmes arides sont particulièrement sujets à la dégradation des terres ; on les trouve sur tous les continents (y compris certains pays méditerranéens) et ils abritent presque 40% de la population mondiale. Consciente de l'importance des zones arides et en réponse au besoin en informations exprimé par la CNUCD sur la dégradation des terres dans ces zones, la FAO a initié, en partenariat avec le FEM (Fonds Mondial pour l'Environnement), le PNUE et certaines autres organisations, un projet d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides (LADA). Ce projet, approuvé par le conseil du FEM en septembre 2004, vise à formuler et appliquer une méthodologie permettant d'évaluer et de quantifier la nature,

l'ampleur, l'impact et les causes profondes de la dégradation des terres dans les zones arides. LADA prend en considération aussi bien les facteurs biophysiques que les paramètres socio-économiques.

6. LADA est en train de formuler un cadre méthodologique proposant des méthodes et des démarches pour l'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides, de ses causes et de ses impacts. Ce cadre est suffisamment flexible pour être adapté à des conditions géographiques, socio-économiques, culturelles et technologiques diverses et spécifiques. La flexibilité du cadre LADA permet, en outre, son adaptation aux pays qui connaissent des problèmes de dégradation des terres dans des zones autres que les zones arides et qui souhaitent entreprendre une évaluation du degré ou du risque de dégradation dans le but d'identifier les meilleures pratiques pour la gestion des ressources naturelles.

7. LADA fournira des informations actualisées par pays, qui aideront à identifier les "points noirs" et les "points positifs". Cela servira de base à l'identification des priorités d'action aux échelles locale, nationale, régionale et globale, et des bonnes pratiques de gestion. Par ailleurs, les informations collectées par LADA formeront une base de données fiable et internationalement reconnue, laquelle permettra de surveiller les progrès réalisés et l'efficacité des mesures prises pour combattre la dégradation des terres, la désertification et le changement climatique (aux échelles locale, nationale, régionale et globale). LADA trouvera ainsi diverses applications et réduira les investissements dans la collecte et l'analyse des données.

8. La longue histoire de coopération entre la FAO et le CAR/PAP a déjà débouché sur une série de documents méthodologiques, projets, publications et autres produits. Afin de renforcer et de concerter les efforts internationaux et régionaux visant à combattre la dégradation des terres, d'harmoniser les méthodes de collecte et d'analyse des données et de mieux utiliser les fonds potentiellement disponibles à cette fin, le CAR/PAP et la FAO ont décidé d'organiser un atelier commun dont les objectifs majeurs seraient l'harmonisation des méthodes d'évaluation de la dégradation des terres et la divulgation des expériences accumulées par le PAP et la FAO au cours de presque 15 ans de coopération. Ces expériences doivent être considérées comme un capital à faire fructifier encore. C'est pourquoi l'Atelier régional pour présenter les expériences du CAR/PAP et de la FAO en matière de lutte contre la dégradation des terres dans les zones côtières méditerranéennes a été proposé comme une contribution à cette perspective.

9. Les organisateurs de l'Atelier étaient la Division de la mise en valeur des terres et des eaux de la FAO et le Centre d'Activités Régionales pour le Programme d'Actions Prioritaires (CAR/PAP) du Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE-PAM).

10. L'atelier s'est tenu dans les locaux de la FAO, à Rome (Italie), du 10 au 12 octobre 2005.

### Participation

11. A l'atelier ont pris part 41 participants venant de 13 pays méditerranéens et de l'UE. Les pays suivants ont été représentés : Croatie, Chypre, Espagne, France, Italie, Liban, Malte, Maroc, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Syrie, Tunisie et Turquie. L'atelier a également accueilli des représentants de GTZ, CIHEAM, IAMB, SMAP/RMSU, AIEA, WOCAT, CAR/TDE, CE et FAO. La liste complète des participants est donnée en annexe I de ce rapport.

### Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et introduction

12. Au nom de M<sup>me</sup> L. Fresco du Département de l'agriculture de la FAO, le fonctionnaire en charge de la Division de la mise en valeur des terres et des eaux, M. S. Pasquale, a souhaité la bienvenue aux participants à cette réunion commune FAO-CAR/PAP. Il a tenu à rappeler que la

décennie passée a été marquée par une évolution des points de vue et des opinions concernant le développement agricole et qu'aujourd'hui le défi majeur consiste à préserver la fonctionnalité des écosystèmes tout en répondant à la demande alimentaire de la population mondiale qui est en constante croissance. M. Pasquale a souligné la nécessité de disposer de méthodologies et d'approches harmonisées pour la collecte des informations sur la dégradation des terres. Il s'est référé au projet global d'évaluation de la dégradation des terres arides (LADA), financé par le FEM, géré par le PNUJ et mis en œuvre par la FAO. M. Pasquale a ensuite souligné que le projet LADA devrait intégrer les méthodologies existantes et proposer un cadre méthodologique concerté pour les évaluations. Reconnaisant l'importance d'exploiter les possibilités d'intégrer les méthodologies et les travaux en région méditerranéenne, M. Pasquale a remercié M. Trumbic et ses collègues du CAR/PAP, l'ancien chef du Service de gestion des terres et de la nutrition des plantes, M. P. Koochafkan, et l'équipe LADA, M. F. Nachtergaele, M<sup>me</sup> C. Licona Manzur et M. H. George, pour l'initiative et l'effort entrepris dans ce sens. Enfin, il a remercié tous les participants pour l'intérêt et la contribution à la réussite de l'atelier, et en particulier M. M. Prem en tant qu'organisateur principal.

13. M. M. Prem, directeur adjoint du CAR/PAP, a souhaité la bienvenue aux participants au nom de M. P. Mifsud, coordonnateur du PAM, et au nom du PAP qui est un des CAR du PAM. Après avoir transmis les excuses de M. I. Trumbic, directeur du CAR/PAP, qui n'a pas pu participer à l'ouverture de l'atelier, il a expliqué les raisons qui ont motivé l'organisation de cet atelier commun et a rappelé la pérennité de la coopération entre la FAO et le CAR/PAP. Il a souligné le fait que, dès sa mise en place, le CAR/PAP a été chargé par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone de focaliser son attention sur des thèmes prioritaires et que l'érosion des sols a été reconnue comme une des dix priorités du PAP. En tant qu'institution centrée sur la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) dont les principales caractéristiques sont la coordination et l'intégration à différents niveaux, le CAR/PAP a établi une coopération étroite avec la FAO et en particulier avec sa Division de la mise en valeur des terres et des eaux, qu'il a vivement remercié pour avoir accepté l'idée d'organiser cet atelier commun, ainsi que pour son accueil et son soutien logistique. Il a conclu en invitant les participants à contribuer avec leurs expériences à la réussite de l'atelier et ce, dans un climat informel et ouvert.

14. M. Prem a présenté les principaux objectifs de l'atelier, à savoir : présenter et échanger les expériences acquises dans la mise en œuvre des projets liés à la dégradation des terres et l'érosion des sols ; trouver la meilleure façon possible pour harmoniser la terminologie et les méthodologies d'évaluation de la dégradation des terres ; proposer de nouveaux projets en la matière et les modalités de coopération dans le futur. Il a parlé plus en détail de la structure de l'atelier telle qu'elle a été proposée dans l'ordre du jour. L'atelier a été reparti en trois composantes majeures : la terminologie et les méthodes d'évaluation pour combattre la dégradation des terres dans les zones côtières méditerranéennes ; la présentation des projets et des expériences acquises ; les questions internationales liées à la dégradation des terres. L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté par l'atelier, figure dans l'annexe II de ce rapport.

#### Point 2 de l'ordre du jour : Pour une terminologie et des méthodologies harmonisées d'évaluation de la dégradation des terres

15. M<sup>me</sup> C. Licona Manzur (FAO) a introduit sa communication « Dégradation des terres : la nécessité de disposer de méthodologies harmonisées et pluridisciplinaires » en citant la CNUED 1992 qui invite à « entreprendre des ajustements majeurs de la politique agricole, environnementale et socio-économique...maintenir et améliorer la capacité des terres agricoles à haut potentiel...conserver et réhabiliter les terres à potentiel limité...maintenir des proportions durables homme/terres ». Elle a souligné que la dégradation des terres a fait l'objet d'importants débats globaux et que son concept a évolué avec le temps. Des efforts ont été faits pour évaluer la dégradation des terres plutôt que l'état actuel des terres. Elle a ajouté que les évaluations réalisées par le passé utilisaient des échelles et des paramètres divers, rendant très

souvent les résultats difficilement comparables. Elle a insisté sur la nécessité de travailler sur l'harmonisation des méthodologies et des outils d'évaluation de la dégradation des terres. Cela concerne en premier lieu la nouvelle génération d'évaluations appelées à utiliser des définitions et des méthodes harmonisées, tenir compte des aspects aussi bien biophysiques que socio-économiques, travailler à différentes échelles et par approches pluridisciplinaires pour aborder de manière adéquate la complexité de la dégradation des terres. Elle a conclu son exposé par la présentation de l'approche LADA et de sa méthodologie harmonisée d'évaluation de la dégradation des terres.

16. Les directives publiées par le CAR/PAR, notamment les Directives pour la cartographie et la mesure des processus d'érosion hydrique dans les zones côtières méditerranéennes (y compris son annexe photographique, la Photothèque des processus d'érosion) et les Directives pour la gestion de programmes de contrôle d'érosion et de désertification plus particulièrement destinées aux zones côtières méditerranéennes, ont été présentées par MM. J-C. Griesbach et G. Englisch.

17. M. Griesbach a présenté la méthodologie consolidée de cartographie des processus d'érosion, détaillée dans les premières Directives publiées par le CAR/PAP en 1998. Après avoir énoncé les raisons qui ont motivé la formulation d'une telle méthodologie qui permet de présenter sur une même carte consolidée aussi bien les états érosifs que le risque d'érosion, il a présenté les phases principales de la démarche cartographique, à savoir les phases prédictive, descriptive et d'intégration. En décrivant la légende utilisée pour obtenir des cartes descriptives/prédictives d'érosion, il a présenté la Photothèque publiée par le CAR/PAP en tant qu'annexe photographique aux Directives. Il a conclu son exposé en soulignant la flexibilité et l'applicabilité de la méthodologie présentée dans des conditions géographiques diversifiées.

18. En introduction de sa présentation des Directives publiées par le CAR/PAP en 2002, M. Englisch a tenu à souligner que la méthodologie de cartographie n'était qu'un outil pour l'identification des processus érosifs et une étape d'une procédure complexe de gestion de l'érosion et de la désertification, aboutissant à la formulation et la mise en œuvre de mesures et de stratégies de protection des sols. Il a ensuite présenté la spirale de dégradation des ressources, les objectifs des Directives et leur application spécifique dans les zones côtières. Enfin, il a présenté et commenté les six étapes de la démarche, ainsi que le schéma d'application des mesures intégrées de lutte contre l'érosion et la dégradation des sols.

19. M. M-L. Nguyen de la Section de gestion des sols et des eaux et de la nutrition des cultures à l'Agence Internationale d'Energie Atomique (AIEA), a parlé de l'utilisation des techniques isotopiques et d'autres techniques associées dans l'étude de la dégradation des terres et la gestion intégrée sols-plantes-nutriments-eau en vue d'améliorer la productivité et la qualité des sols. Il a présenté certains des isotopes stables les plus utilisés dans les études traitant des technologies de gestion de l'eau agricole et d'irrigation, qui servent à rationaliser l'utilisation de l'eau par les cultures, réduire l'utilisation des fertilisants, augmenter la fertilité des sols, améliorer la qualité du sol et la quantité et la qualité de l'eau pour les collectivités en aval, développer des variétés de cultures qui n'exigent pas trop d'eau et de nutriments (haut rendement et tolérance élevée à la sécheresse et la salinité), promouvoir la gestion intégrée des ressources naturelles dans les zones agricoles. Il a complété sa présentation en citant les causes et les facteurs de la dégradation des sols et, pour terminer, il a présenté plusieurs études relatives aux isotopes réalisées par l'AIEA en Afrique, en Amérique Latine et en Chine.

20. M. L. Mabit de la Section de gestion des sols et des eaux et de la nutrition des cultures à l'Agence Internationale d'Energie Atomique (AIEA), a parlé de l'utilisation des radio-nucléides pour étudier l'érosion des sols à différentes échelles et compléter les approches conventionnelles. Après avoir passé en revue les différents types d'érosion et de méthodes de mesure, il a parlé des avantages et des principes d'utilisation de la technique de radio-isotopes pour l'étude de l'érosion : la couverture des retombées est universelle, fortement fixée sur les

particules du sol et un seul prélèvement est suffisant pour estimer les processus d'érosion. La méthode de  $^{137}\text{Cs}$  est très simple, largement utilisée non seulement pour l'érosion du sol mais aussi pour la datation du sédiment. M. Mabit a ensuite présenté les tests préliminaires effectués dans les pays méditerranéens pour valider la méthode de  $^{137}\text{Cs}$ . Sur la base de la validation de la technique dans des conditions agro-environnementales différentes dans le monde entier, l'utilisation des radio-isotopes peut être considérée comme un complément efficace aux mesures conventionnelles. En outre, grâce aux techniques des radio-isotopes, des liens peuvent être établis avec d'autres facteurs de qualité du sol et la possibilité peut être envisagée de localiser les secteurs à risque en vue de l'optimisation des activités de conservation. Aux questions relatives à la possibilité de se procurer les techniques nucléaires et à leur échelle, M. Mabit a répondu que les mesures n'étaient pas trop coûteuses et que l'on n'avait besoin que d'un détecteur gamma. Concernant les échelles, il a suggéré de mettre au point une stratégie d'échantillonnage pour chaque échelle, par exemple un bassin versant, ce qui peut facilement se faire au moyen du SIG.

21. Le projet LADA a été présenté par M. F. Nachtergaele (FAO). Au début de son exposé, il a résumé les objectifs globaux et spécifiques du projet qui concernent la mise au point et une large application d'une méthodologie d'évaluation des forces motrices de la dégradation des terres et de quantification de la nature, de l'ampleur, de la gravité, des impacts et des causes profondes de ce phénomène, particulièrement dans les zones arides. Le projet vise à développer les capacités locales, nationales et globales pour l'évaluation et le suivi de la dégradation des terres et à faciliter la conception et la planification des interventions susceptibles de réduire ses impacts. Il a ensuite présenté le travail et les activités relatives à la conceptualisation et la formulation d'une approche méthodologique dans le cadre de LADA, les travaux en cours sur l'évaluation globale de la dégradation des terres, les évaluations nationales et locales, y compris les études pilotes et études de cas. Avant de terminer sa brève présentation du projet, M. Nachtergaele a montré le lien Internet à la plate-forme d'information de LADA, le matériel d'information et les sites web créés pour LADA.

22. La communication faite par M<sup>me</sup> J. Brandt a porté sur « DESERTLINK : Un système d'indicateurs de désertification pour l'Europe méditerranéenne ». DESERTLINK est un projet de recherche international et interdisciplinaire, financé par la Commission Européenne. Le projet a duré du 1<sup>er</sup> décembre 2001 au 30 novembre 2004 (bien que la dernière mise à jour du site web ait eu lieu le 30 juin 2005). Son objectif est de contribuer au travail de la Conférence des Nations Unies pour Combattre la Désertification en développant un système d'indicateurs de désertification pour l'Europe méditerranéenne. DESERTLINKS comprend onze groupes de recherche formés par des universités et des instituts portugais, espagnols, italiens, grecs, hollandais et britanniques. Le système d'indicateurs développé permet l'accès à quelques 150 indicateurs d'importance pour le processus de désertification en Méditerranée. Il a été conçu pour servir d'outil à des usagers de différentes origines (scientifiques, promoteurs de politiques et agriculteurs). M<sup>me</sup> Brandt a montré la fonctionnalité du système et la liste des indicateurs actuellement disponibles.

23. M. H. George (FAO) a présenté une approche à la caractérisation et à la cartographie des utilisations agricoles des terres et des systèmes de culture à l'échelle infranationale, et son application potentielle au sein de LADA. Il a présenté ce qu'on appelle « un cadre pour la caractérisation des utilisations des terres et des systèmes de culture à l'échelle régionale » et son application potentielle à l'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides. Il a ensuite parlé de la capacité de ce cadre à mettre en relation les causes et les actions curatives aux différentes échelles spatiales, et plus particulièrement pour les « points noirs » de dégradation. Il a souligné que les cartes détaillées d'utilisation des terres et de systèmes de culture sont des sources potentielles d'informations sur les pratiques agricoles contribuant à la dégradation des terres et qu'elles peuvent donner une idée sur les mesures curatives indispensables au niveau des points noirs régionaux de LADA. Ce cadre utilise les informations les plus détaillées et les plus pertinentes qui peuvent être trouvées au niveau national, il est

flexible, relativement rapide, utilise une combinaison judicieuse de l'analyse spatiale et de l'opinion d'expert, et est applicable à différentes échelles. M. George a également présenté les différentes étapes du cadre sur l'exemple de son application au Sénégal. Ces étapes comprennent le traitement des données, l'analyse de paramètres tels que la ressource de base, le contexte socio-économique et autres paramètres pertinents et, enfin, l'intégration qui permet de produire la carte des systèmes de culture régionale. Il a conclu son exposé en invitant les participants à donner leur feedback (vu que le cadre est toujours sujet à des peaufinages) et en soulignant l'importance de la collaboration.

24. M. F. Nachtergaele (FAO) a assuré la communication intitulée « Réflexions sur les indicateurs de suivi et d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides (projet LADA) ». Il a d'abord présenté l'objectif du projet qui est la mise au point d'un outil d'évaluation permettant de collecter des données actualisées sur l'état des terres à l'échelle locale, nationale et globale. Une attention particulière dans ce processus est accordée à l'identification et au choix d'indicateurs de dégradation. Le projet offre un cadre méthodologique flexible qui repose sur des méthodes de collecte des données traditionnelles et digitales. Le projet LADA produira un aperçu de la situation globale et des pressions et causes de la dégradation des terres, en indiquant les points noirs et les points positifs. Il est prévu de mettre en place ce projet dans six pays pilotes où il doit produire des évaluations plus détaillées qui, à leur tour, permettront le peaufinage du cadre méthodologique. Enfin, il a présenté la liste préliminaire des indicateurs LADA (disponibles au sein du cadre DPSIR) qui peuvent servir de point de départ pour l'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides.

25. Chaque présentation a été suivie d'une brève discussion qui a permis aux participants d'exprimer leurs opinions, poser des questions et commenter les différents aspects. Un CD avec toutes les présentations a été distribué aux participants à la fin de l'atelier.

26. Concernant la présentation de M<sup>me</sup> L. Manzur, la discussion a tourné autour du fait que la validité de la méthodologie LADA repose sur l'utilisation des données générées par la science moderne et des données plus traditionnelles. Elle a souligné que LADA a travaillé avec plusieurs groupes cibles qui ont tous approuvé les méthodologies et les indicateurs proposés.

27. En relation avec la présentation des Directives du CAR/PAP, les participants ont souligné que la méthode est intégrée, qu'elle fournit des instructions pour la cartographie et la mesure des processus d'érosion des sols, l'intégration des paramètres socio-économiques, le travail avec les groupes cibles et les décideurs, et qu'elle propose des plans de gestion comme des instruments pour la mise en œuvre des mesures proposées. Ils ont recommandé l'utilisation de différents moyens et outils de divulgation afin d'assurer une application beaucoup plus large des Directives et des échanges d'expériences acquises lors de la mise en œuvre des projets pilotes. Plusieurs participants ont demandé des éclaircissements ou fait des suggestions pour l'amélioration des Directives. C'était le cas de la question relative aux méthodes quantitatives d'évaluation de l'érosion, sachant que la méthodologie est basée sur une approche qualitative, principalement visuelle. D'autres ont souligné que le niveau d'inclusion des facteurs socio-économiques n'était pas suffisant. La possibilité et la difficulté d'appliquer la méthodologie au niveau local ou national ont été discutées et plusieurs participants ont constaté qu'il faudrait plus d'exercices pour adopter la méthodologie au niveau national. Plusieurs participants ont demandé des explications concernant la manière dont les mesures précédentes contre l'érosion sont prises en compte dans la méthodologie cartographique. Un participant a demandé si le risque d'inondation, les zones humides et la biodiversité sont pris en compte. Aussi, a-t-il été recommandé d'utiliser les images satellitaires par le biais de la télédétection, du GPS et du SIG.

28. En relation avec les présentations faites par les représentants de l'AIEA, les participants ont discuté la pertinence de l'utilisation des isotopes dans l'étude de l'érosion. La préoccupation majeure qu'ils ont formulée concernait le coût trop élevée de ces technologies et des

équipements qu'elles nécessitent, à quoi M. Nguyen a répliqué que, normalement, les équipements pour ce type d'études existent déjà au niveau régional.

29. Contraints par l'horaire pour le travail en groupes, les participants ont décidé de poursuivre les discussions en plénière. Plusieurs thèmes ont été abordés, tels que les modalités d'adoption des méthodologies présentées comme outil d'aide à la décision dans le contexte plus large de la gestion intégrée des zones côtières ou la question de savoir pourquoi l'érosion spécifiquement côtière n'est pas mentionnée dans la méthodologie. Il a été souligné qu'il est très important de réunir les usagers (agriculteurs) et les décideurs pour leur montrer l'évidence du problème de dégradation des sols. Concernant LADA, un participant a demandé des informations sur la possibilité d'évaluations régionales grâce à la méthodologie LADA. Par ailleurs, on a souligné le rôle des pays dans la divulgation des méthodologies présentées, et la Tunisie en tant qu'un des pays pilotes et leader méditerranéen dans ce domaine, a été citée en exemple. Toutefois, il reste le problème de manque de ressources financières.

### Point 3 de l'ordre du jour : Lutte contre la dégradation des terres dans la région méditerranéenne

30. M. I. Trumbic, directeur du CAR/PAP, a présidé la deuxième journée de l'atelier. Dans son allocution d'introduction, il a souligné la coopération fructueuse entre la FAO et son Centre sur les questions de dégradation des terres et plus particulièrement l'érosion des sols. Dès les débuts du PAM, l'érosion des sols a été reconnue comme une des priorités dans la région méditerranéenne et le CAR/PAP a été chargé de cette activité. Il a dit qu'il était convaincu qu'en raison des tendances négatives liées aux changements climatiques et aux pressions des activités humaines sur les terres, la coopération et la collaboration entre les organisations internationales et autres acteurs concernés, en particulier les gouvernements méditerranéens, devraient être encore plus étroites et mieux coordonnées. En conclusion, M. Trumbic a présenté le programme du deuxième jour de l'atelier et a invité les orateurs à prendre la parole.

31. M<sup>me</sup> Z. Skaricic, chargée de mission au CAR/PAP, a passé en revue les activités du CAR/PAP en région méditerranéenne. Elle a souligné que l'activité principale du CAR/PAP était la gestion intégrée des zones côtières (GIZC), c'est-à-dire la mise au point de méthodes, outils et techniques de GIZC et leur application pratique dans le cadre des Programmes d'Aménagement Côtier (PAC) réalisés dans les pays méditerranéens. Le CAR/PAP est, par ailleurs, mandaté pour travailler dans certains autres domaines spécifiques dont la protection des sols contre l'érosion. Elle a présenté plus en détail les activités du CAR/PAP liées à la protection des sols, en soulignant que les résultats obtenus témoignent de la continuité des efforts du CAR/PAP dans ce domaine.

32. M. Prem a présenté le projet CoLD (Amélioration du suivi de la dégradation des terres au Liban et en Syrie) qui a été cofinancé par le programme LIFE-Pays Tiers et mis en œuvre entre 2002 et 2004. Après avoir expliqué la structure de partenariat et le rôle de chaque partenaire, il a souligné les principaux objectifs et les composantes majeures du projet, ainsi que ses résultats. Outre la partie du projet comprenant les activités techniques, il a souligné ses composantes relatives à la formation et au renforcement des capacités, à l'implication des différents groupes d'intérêt et au programme de participation du public. En conclusion, il a invité les participants à commander des exemplaires des rapports nationaux produits dans le cadre de ce projet et à consulter les cartes élaborées, qui ont été exposées au cours de l'atelier.

33. M. M. Khawlie, directeur du CNT libanais et chef de projet national, a pris la parole pour présenter la mise en œuvre du projet CoLD au Liban. Il a parlé de la dynamique d'érosion dans les zones côtières libanaises, ainsi que de la télédétection et de l'observation de terrain comme deux outils pour l'évaluation de la dégradation des terres. Une carte de risque d'érosion a été élaborée pour l'ensemble du littoral libanais, sur la base de laquelle deux zones ont été sélectionnées comme les zones les plus caractéristiques en termes d'érosion, à savoir : Zahrani

et Damour. Par la suite, une cartographie détaillée des processus d'érosion en vue de la définition des zones prioritaires a été réalisée, ce qui a permis à l'équipe nationale de proposer un paquet de mesures à prendre, en coopération étroite avec les principaux groupes cibles et les acteurs influant sur l'érosion des sols (agriculteurs ou institutions responsables d'interventions). Tout ceci a été inclus dans un plan de gestion qui a pris en compte les paramètres socio-économiques et l'implication des populations concernées grâce à un vaste programme participatif. Il a conclu en soulignant que les autorités et institutions responsables ont été identifiées, ainsi que les sources de financement et les indicateurs qui permettent le suivi continu défini comme un des éléments importants de ce plan de gestion.

34. M. M. Al-Abed, chef de projet national recruté dans l'institut GORS en Syrie, a présenté la mise en œuvre du projet CoLD dans son pays. Au début de son exposé, il a détaillé la méthode utilisée pour élaborer la carte de risque d'érosion pour l'ensemble du littoral syrien, laquelle a permis, comme au Liban, d'identifier deux zones pilotes (Sheikh Bader et Kurdaha). Dans ces deux zones a été appliquée la même approche qu'au Liban, qui a abouti à l'ébauche des plans de gestion. Une série de mesures a été recommandée, comprenant les dispositions institutionnelles, les indicateurs de suivi et les conditions préalables à la mise en œuvre des plans de gestion proposés.

35. En l'absence des délégués algériens, l'étude de la basse vallée de l'oued Isser dans la wilaya de Boumerdes en Algérie a été présentée par M. Englisch. Après avoir énoncé les principales caractéristiques de cette zone où l'occupation du sol par l'activité agricole et l'élevage est presque totale, il a présenté les résultats de la cartographie descriptive/prédictive et les données socio-économiques sur la zone, deux éléments dont l'intégration a permis d'aboutir à une carte des priorités d'intervention qui, à son tour, a servi de base à la proposition des paquets technologiques les plus adéquats et d'un plan de gestion. En parlant des conditions préalables à la mise en œuvre du plan de gestion proposé, il a dit que les auteurs avaient souligné que celles-ci dépendaient de la Stratégie nationale d'aménagement et de conservation du littoral (où il faut particulièrement tenir compte du fait que la zone d'étude fait partie de la zone d'extension touristique de la wilaya) et qu'elle devrait être appuyée par des activités de renforcement des capacités, des efforts participatifs, une procédure de suivi et des sources financières adéquates.

36. L'étude de cas au Maroc a été présentée par M. A. Aboulabbes qui a d'abord rappelé les caractéristiques physiques et socio-économiques du bassin versant de l'oued Beni Boufrah qui a fait l'objet de l'étude. Il a ensuite souligné certaines conditions spécifiques qui ont influé sur l'étude : naturelles (le tremblement de terre qui a frappé la zone d'étude et les inondations qui ont causé des dégâts aux terres agricoles et aux infrastructures), conditions de travail (éloignement du site, attitude des populations, financement insuffisant), méthodologiques (manque de photos aériennes et images satellitaires à haute résolution). Après avoir montré les résultats de la cartographie descriptive/prédictive et de la procédure de priorisation, il a présenté les paquets technologiques recommandés et la proposition d'un plan de gestion s'articulant autour de quatre axes : aspects techniques, montage institutionnel, procédure de suivi et recommandations pour le financement. Enfin, il a présenté certaines conclusions qui ont pu être faites concernant la perception de la méthodologie, l'évaluation critique de la fiabilité des résultats et les actions à suivre.

37. M<sup>me</sup> R. Attia a présenté l'étude de cas pour la Tunisie. Elle a précisé que, du fait de la trop grande superficie du bassin versant de l'oued Ermel retenu pour l'étude, la méthodologie CAR/PAP n'a été appliquée qu'à deux sous-bassins représentatifs, à savoir : le bassin versant de Shaihia en amont (6.500 ha) et la plaine de Bouficha en aval (3.000 ha). Pour chacun des sites, elle a présenté les principales caractéristiques physiques, les résultats de la cartographie descriptive/prédictive, les données socio-économiques prises en compte, la carte de priorisation et une analyse diagnostique (contraintes d'ordre anthropique, social, physique). Tout cela a permis à l'équipe tunisienne de proposer pour chaque site des mesures pour les différentes

situations prioritaires identifiées (paquets technologiques) et d'ébaucher un plan de gestion. En conclusion, elle a souligné que ce travail avait permis d'analyser deux sites présentant des systèmes de production représentatifs des parties amont et aval du grand bassin, différents sur le plan hydrologique, topographique, taille de l'exploitation, type de cultures, cheptel et population, ce qui contribue à la compréhension de la problématique à l'échelle du grand bassin sur le plan risque érosif, utilisation des terres et interaction des facteurs biophysiques et humains.

38. La cartographie de l'érosion à Malte a été présentée par M<sup>me</sup> C. Tanti. Le projet a été mis en œuvre dans le cadre du Programme d'Aménagement Côtier (PAC) maltais de 1999 à 2002. Elle a présenté les caractéristiques géographiques et environnementales de l'île, ainsi que les processus physiques et les pressions qui sont à l'origine de l'érosion des sols à Malte. Elle a montré une série de cartes élaborées grâce à l'application de la méthode descriptive de cartographie et la démarche de priorisation suivie pour l'identification des zones prioritaires. Pour celles-ci des plans de gestion ont été ébauchés, des mesures recommandées et les conditions préalables à la mise en œuvre des plans identifiées. Elle a souligné que cet exercice a été réalisé par un petit groupe qui n'a pas réussi à assurer l'appui nécessaire après le changement du gouvernement, ce qui fait que les résultats du projet ne sont pas actuellement exploités.

39. M. E. Cucilato et M<sup>me</sup> F. Masouri ont présenté les expériences liées à l'application de la méthodologie CAR/PAP dans les gouvernorats de Kairouan, Siliana et Zaghuan au sein du projet FAO GCP/TUN/028/ITA. Après avoir énoncé les objectifs de ce projet qui visait l'intégration du développement rural et la conservation du sol et de l'eau, ils ont précisé que le projet avait utilisé une approche à différentes échelles : il intervenait à l'échelle nationale et infra-nationale comme appui à la planification de la gestion des ressources naturelles et le développement des capacités et des méthodologies, et à l'échelle locale en établissant des partenariats avec la population locale au travers des approches participatives et de la planification de la conservation des ressources. Ils ont souligné que la méthodologie CAR/PAP a été utilisée dans le cadre du programme de développement des capacités pour élaborer la carte de risque d'érosion. Cet exercice cartographique avait pour objectif de couvrir la majeure partie du territoire des trois zones de projet, Kairouan, Siliana et Zaghuan, et il était centré sur la phase prédictive de la méthodologie CAR/PAP. Ils ont tenu à souligner que le projet a utilisé au maximum les données existantes (Carte agricole régionale digitalisée de Tunisie, LCCS et modèle digital SRMT) et les normes et outils cartographiques mondialement reconnus (FAO LCCS et Geovis pour l'élaboration de la carte du couvert végétal). Par ailleurs, le travail de terrain a été organisé pour développer des matrices de conversion indispensables pour appliquer les directives CAR/PAP relatives à la modélisation. M. Cucilato a informé que tout ce travail a été réalisé par des spécialistes tunisiens qui ont reçu une formation exhaustive sur-le-tas, organisée en collaboration avec l'Institut agronomique d'outre-mer, avec presque 1.000.000 ha cartographiés. Il a ajouté que l'utilisation d'une source alternative de données leur a permis de réaliser cet exercice dans une période de temps limitée et leur a ouvert la voie pour l'élaboration des cartes de risque d'érosion à l'échelle nationale. Le développement des capacités nationales et les résultats obtenus jusqu'ici pourraient faciliter l'extension de cet exercice cartographique à l'ensemble du territoire tunisien.

40. M. G. Englisch a présenté une synthèse des expériences relatives à la mise en œuvre des Directives CAR/PAP dans les zones côtières méditerranéennes. Résumant les résultats de huit études de cas réalisées par des équipes nationales des pays méditerranéens, il a souligné l'importance du choix de zones pilotes représentatives, l'adaptabilité des Directives aux différents contextes nationaux, l'importance de l'intégration des facteurs socio-économiques, la définition des zones prioritaires, la formulation de mesures curatives et de plans de gestion, l'importance du renforcement des capacités et de la promotion des bonnes pratiques à l'échelle nationale et régionale. Il a fait une comparaison de ces huit études de cas et des plans de gestion qui ont été élaborés dans leur cadre, qui doivent encore être vérifiés/approuvés au niveau national avant d'être mis en œuvre. En concluant son exposé, il a souligné que les

Directives étaient largement acceptées, pratiques et fiables, et qu'elles étaient facilement transférables aux différents contextes nationaux. Le déficit pour l'avenir, a-t-il dit, consiste à trouver des ressources financières adéquates pour la mise en œuvre des plans de gestion proposés.

41. Chaque présentation a été suivie d'un bref débat. Les participants se sont félicités du nombre de projets pilotes réalisés suivant la méthodologie CAR/PAP, ce qui montre que celle-ci est facilement applicable. Le nombre de projets réalisés a permis une évaluation des expériences vécues ainsi que des échanges sur les points forts et les points faibles de la méthodologie. La plupart des questions posées concernaient la phase de mise en œuvre qui doit suivre la formulation des plans de gestion. Malgré le fait que le public et tous les autres acteurs concernés ont été impliqués et que les institutions/autorités responsables ont été identifiées, il faut encore faire un gros effort pour procéder à la mise en œuvre des mesures proposées. S'agissant de la responsabilité pour la mise en œuvre des plans proposés, il a été souligné qu'ils ont été soumis aux autorités nationales et qu'ils sont devenus propriété nationale ; de ce fait, leur mise en œuvre dépend des décisions qui doivent être prises au niveau national. Les participants se sont mis d'accord sur le fait que l'approche devrait envisager l'implication des différentes disciplines dans l'élaboration des plans de gestion. L'importance de l'intégration des paramètres socio-économiques dans la méthodologie a également été discutée. Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité d'introduire certains critères objectifs pour l'analyse des processus d'érosion, l'importance relative des différentes options, le facteur temps et les possibilités de financement. Une des questions posées concernait la faisabilité de ce type de travail sur l'ensemble du territoire d'un pays à partir des projets pilotes réalisés. Il a été souligné que, lors de la définition des zones prioritaires, il faudrait tenir compte de l'ensemble du territoire national. Les représentants marocains ont demandé des précisions concernant l'application de la méthodologie PAP dans le cadre du futur PAC marocain qui couvrira la zone sismique du Rif central. Des éclaircissements ont été donnés au sujet de l'estimation et de l'adéquation des options proposées dans les plans de gestion et du cadre chronologique indispensable pour combattre le phénomène d'érosion (par rapport au financement).

42. Une autre question a concerné la définition de la zone côtière et les directives respectives. Il a été précisé que les zones côtières constituaient le territoire d'application de la Convention de Barcelone qui est le cadre légal du PAM et, par conséquent, du mandat du CAR/PAP. Toutefois, chaque pays définit sa propre zone côtière, ce qui fait que celle-ci varie d'un pays à l'autre et ce, à partir d'une bande étroite jusqu'à des bassins versants dans leur totalité, incluant parfois les municipalités côtières ou même les pays. Le nouveau protocole GIZC, qui est encore sous forme d'ébauche mais qui devrait prochainement être adopté par les pays méditerranéens, offrira une définition plus uniforme de la zone côtière. En relation avec l'érosion des sols, les Directives sont assez flexibles et peuvent être utilisées même dans l'arrière-pays. Afin de réduire la subjectivité dans l'application de la méthode, il a été suggéré d'utiliser certaines autres méthodes. En outre, la nécessité a été soulignée de comprendre les différences entre les méthodologies présentées à l'atelier et d'utiliser celle qui peut résoudre un problème donné de la manière la plus efficace. La dégradation des terres comprend des processus complexes et l'érosion des sols n'en est qu'un des aspects. C'est pourquoi il importe de comprendre les différences entre les méthodologies et d'harmoniser la terminologie si l'on veut aborder les questions de dégradation des terres de manière appropriée.

43. Après les présentations les participants ont formé des groupes de travail pour évaluer les projets pilotes et discuter les possibilités de travail futur, y compris les suggestions et recommandations pour la révision des Directives du CAR/PAP. M. Englisch a fait une introduction et a expliqué aux participants à quoi on s'attendait. Trois groupes de travail ont été formés, modérés respectivement par M. Englisch, M. Prem, et M<sup>me</sup> Skaricic et M. Griesbach. Les résultats de ces groupes de travail, tels qu'ils ont été présentés en session plénière, sont reproduits dans les points qui suivent.

#### 44. Groupe de travail 1

##### Points forts

La méthode :

- a rempli un vide au niveau national (normalisation),
- est flexible et a une bonne capacité d'adaptation,
- est complémentaire avec d'autres méthodes,
- est utilisable même en dehors des zones côtières,
- intègre la dimension humaine,
- est complémentaire à d'autres plans nationaux (par exemple, Plan national de lutte contre la désertification...).

##### Points faibles

La méthode :

- n'est pas assez maîtrisée,
- n'offre pas assez d'information pour ce qui concerne le coût-bénéfice,
- est trop sectorielle en apparence (au niveau de l'interprétation),
- prend trop peu en considération les autres projets de développement (tels que les projets touristiques, routes, etc.),
- présente un degré de subjectivité dans l'intégration des facteurs de la dimension humaine,
- ne prend pas suffisamment en compte les problématiques de l'érosion côtière.

##### Recommandations

- Restituer les travaux au niveau du terrain ;
- Améliorer la maîtrise de la procédure (formation, ateliers ...) ;
- Réduire le niveau de subjectivité ⇒ améliorer les mécanismes d'intégration des facteurs socio-économiques ;
- Considérer la méthode en tant qu'outil d'aide à la décision dans le cadre de la GIZC ;
- Intégrer la méthode dans la démarche institutionnelle interministérielle (par ex., équipement, tourisme, intérieur) ;
- Adapter la méthode pour l'utilisation à différentes échelles ;
- Faire adopter la méthode au niveau national après validation ;
- Standardiser les codifications ;
- En vue d'améliorer l'application de la procédure, améliorer la disponibilité des travaux antérieurs de CES ;
- Informer/communiquer, diffuser et conserver l'information ;
- Réaliser la concrétisation du projet sur le terrain.

#### 45. Groupe de travail 2

##### Points forts

- Une méthodologie harmonisée et intégrée ;
- Flexible, couvre toutes les conditions relatives à l'érosion des sols ;
- Coopération/collaboration ;
- Implication des populations et des différents groupes cibles par le biais de programmes participatifs ;
- Intégration des facteurs socio-économiques ;
- Acceptation sociale et politique ;
- Pluridisciplinaire ;
- Claire/facile à comprendre ;
- Adaptable aux conditions locales.

##### Points faibles

- Pas de lien évident entre les zones érodées et les zones d'accumulation ;

- La méthode n'est applicable qu'après la saison de pluies et est hautement dépendante de la variabilité climatique ;
- Il faudrait tenir compte de l'aspect coût-bénéfice ;
- Vérification/promotion de la méthodologie ;
- Une meilleure acceptation ;
- Activités de suivi, mise en œuvre des mesures proposées ;
- Manque de corrélation avec les mesures quantitatives ;
- Améliorer la présentation des résultats aux décideurs ;
- Un titre trop long.

Quant aux recommandations, le rapporteur a souligné que l'on pouvait facilement les déduire des «points faibles» identifiés.

#### 46. Groupe de travail 3

##### Points forts

###### Approche consolidée

- Approche très semblable aux méthodes de l'«école de l'Est» ;
- Approche SIG, cartographie des terres, identification des zones d'érosion ;

###### Méthodologie rationnelle

- Facile à accepter, simple à appliquer, procédure standardisée ;
- Assimilation aisée aux données existantes sur l'érosion ;
- Approche cohérente ;
- Présente les cas réels ;
- Assure une certaine objectivité ;
- Intègre les aspects socio-économiques ;
- Etapes bien définies ;
- Approche plurisectorielle ;

###### Procédure intégrée

- Utilise les nouvelles technologies telles que SIG, télédétection, etc. ;
- Combine les différentes composantes d'influence ;
- Intégrée, participative, focalise sur l'environnement/le social ;
- Utilisation des résultats cartographiques pour la planification/gestion de l'utilisation des terres.

##### Points faibles

###### Une intervention exigeant des ressources considérables

- Complexe et prend beaucoup de temps ;
- Ressources humaines (limitées) pour l'application du SIG ;
- L'application du SIG dans les pays sous-développés peut poser problème (certaines couches ne sont pas disponibles) ;

###### Inexistence de certaines étapes procédurales au niveau du lancement du projet

- L'appropriation du projet n'est pas assurée ;
- Vérifier toutes les approches méthodologiques avant la mise au point de la méthodologie ;

###### Procédure inadéquate concernant la suite à donner aux plans de gestion

- Nécessité d'assurer le financement indispensable à la mise en œuvre ;
- Le suivi n'est pas très claire ;
- Avenir peu claire/incertain ;

###### Partie socio-économique faible

- Les paramètres économiques ne sont pas remplis ;
- Le lien avec les priorités nationales n'est pas toujours claire ;
- Les facteurs socio-économiques ne sont pas pris en compte de manière sérieuse ;
- Mise en œuvre des politiques ;

###### Autres points faibles méthodologiques

- Le système de classification des zones prioritaires n'est pas transparent ;
- Elévation de la nomenclature (1-5 ⇔ 1-6) ;

- « Récupération » des indicateurs ? Méthodologie ? Quantifier ?
- Ne prend pas en compte la spécificité côtière ni les aspects quantitatifs, l'érosion n'a pas la même « signification » dans le contexte de la terre et humain, les méthodes n'ont pas de valeur sous l'aspect comparatif, spatialement et temporellement, seulement l'aspect « technique » - les aspects socio-économiques et de gouvernance ne sont pas traités de manière adéquate ;
- Les interventions environnementalement rationnelles ne sont pas promues ;
- On évalue seulement la dégradation et non pas les mesures de conservation appliquées ;
- Manque de communication dans les études de cartographie de l'érosion ;
- La proposition de mesures/plans de gestion n'est pas basée sur une évaluation adéquate des mesures existantes ;
- Estimation de l'érosion (basse, moyenne, élevée) – quantification ? ;
- Rôle des utilisateurs des terres et des laboureurs ;
- Qualitative non quantitative, mesures curatives, actions coût-bénéfice, importance relative.

### Recommandations

- Inclure dans les termes de référence le bassin versant dans sa totalité ;
- Assurer l'appropriation/la poursuite du projet (cofinancement, approche participative, exigences au niveau institutionnel, choix approprié des ministères à impliquer – par exemple, le Ministère des Finances) ;
- Etablir des liens clairs entre les aspects physique et socio-économique + gouvernance + systèmes de production (focaliser sur l'utilisation des terres, utilisation du savoir-faire local, critères) ;
- Inclure l'analyse coût-bénéfice comme outil d'aide à la décision (dégradation, mesures, impact des options proposées) ;
- Focaliser sur la gestion intégrée des zones côtières ;
- Préciser le point focal de la méthodologie (érosion des sols) ;
- Etablir le lien entre l'analyse de l'érosion des sols avec d'autres domaines prioritaires (par exemple, la biodiversité) ;
- Lien avec d'autres approches (par exemple, la classification des terres Corine) ;
- Choisir des mesures appropriées ;
- Partager les expériences ;
- Sous-division des classes de priorité ;
- Mettre en place un système de suivi continu.

### Point 4 de l'ordre du jour : Questions internationales

47. Les développements actuels dans le domaine de la politique de protection des sols de l'UE ont été présentés par M<sup>me</sup> C. Olazábal de la Commission Européenne. Elle a détaillé l'élaboration de la Directive de l'UE qui identifie les principaux risques qui seront abordés, à savoir : contamination, imperméabilisation/glaçage des sols, érosion, appauvrissement en matière organique, salinisation, compactage et glissement de terrain. Pour chacun de ses risques les pays membres doivent identifier des mesures adéquates. Toutefois, a-t-elle souligné, il incombera aux pays de faire un inventaire des zones à risque et d'élaborer des programmes d'action nationaux qui doivent préciser les objectifs, les mesures, le suivi, tout ceci en consultation avec les populations. Par ailleurs, le projet de Directive propose de demander aux pays de soumettre des rapports sur les progrès réalisés.

48. M<sup>me</sup> G. Schwilch (Centre pour le développement et l'environnement – Suisse) a présenté le projet WOCAT traitant des approches et des technologies mondiales de conservation. Au début de son exposé, elle a présenté un bref historique de WOCAT lancé à la Conférence ISCO (Australie, 1992) avec l'objectif de donner un aperçu rapide des réalisations dans le domaine de la conservation, en tant que réponse à la carte GLASOD. WOCAT est appuyé par un groupe de gestion composé de CDR, FAO et ISRIC. La vision de WOCAT consiste à partager et utiliser globalement les connaissances sur la gestion durable des terres pour améliorer la qualité de la

vie et l'environnement. Elle a ensuite expliqué la méthodologie WOCAT qui consiste à documenter, évaluer et partager les expériences liées aux mesures de conservation. D'après ce qu'elle a dit, on peut avoir l'impression que rien n'a pas été fait jusqu'ici mais il n'est pas trop tard pour les interventions. Elle a tenu à rappeler certaines technologies de terrain, les pratiques traditionnelles, citant des exemples au Maroc et en France, ainsi que plusieurs autres expériences de conservation dans le monde entier, qui ne sont que rarement documentées, évaluées et partagées. Elle a ajouté que ceux qui utilisent les terres font beaucoup pour appuyer la gestion des terres, des connaissances sont disponibles et l'on n'a qu'à les utiliser. M<sup>me</sup> Schwilch a informé que WOCAT avait essayé de combler cette lacune en offrant une méthodologie standardisée et un réseau international permettant d'échanger les expériences sur les meilleures pratiques dans la gestion durable des terres. Par ailleurs, elle a fait mention des activités et institutions WOCAT existant actuellement dans la région méditerranéenne. Pour plus d'informations sur les activités WOCAT, elle a invité le groupe à parcourir le site web et à consulter la documentation mise à la disposition des participants à l'atelier.

49. M. J. Bonnal (Département du développement durable à la FAO) a présenté l'Atlas agricole libanais, élaboré par le Ministère libanais de l'Agriculture en collaboration avec la FAO. Cet Atlas comprend une série de données géoréférencées et statistiques, y compris les aspects socio-économiques. Il a souligné que le format de l'Atlas a été très utile pour différentes groupes cibles et que les données ont été présentées sous un format facile à utiliser.

50. Les expériences du réseau thématique MEDCOASTLAND financé par l'UE pour améliorer la divulgation des informations dans la région méditerranéenne, ont été présentées par M. P. Zdruli de l'Institut agronomique méditerranéen en Italie. L'objectif de ce projet géré par CIHEAM est de coordonner et promouvoir la gestion de la conservation des terres et de combattre la dégradation des terres en vue d'une utilisation durable des ressources naturelles de la région, plus particulièrement dans les zones côtières. M. Zdruli a présenté l'organigramme de l'approche suivie par le projet et de ses membres. Le projet a réussi à identifier les points noirs de dégradation qui connaissent différentes formes d'érosion, ainsi que les foyers de reprise potentielle ou les résultats encourageants en matière de lutte contre la dégradation des terres. Une liste des réalisations, des résultats et des progrès obtenus a été divulguée. Il a reconnu l'implication active de la plupart des partenaires et le rôle joué par le coordonnateur du projet. Par ailleurs, M. Zdruli a souligné que la lutte contre la dégradation des terres était une longue bataille exigeant l'appui de tous les acteurs concernés. Si l'on a obtenu des résultats, on a pu aussi identifier les points faibles. A cet égard, il a cité le cas typique de la plupart des pays méditerranéens où les liens entre les professionnels/scientifiques/décideurs qualifiés et les collectivités locales sont très souvent faibles ou inexistantes. M. Zdruli a conclu son exposé en confirmant la volonté de continuer à divulguer les connaissances et maintenir la connexion avec le site web de MEDCOASTLAND.

51. Au cours des débats qui ont suivi chacune des présentations précitées les participants ont soulevé plusieurs points, tels que la responsabilité pour la mise en œuvre de la Directive de l'UE, si elle est adoptée. Il a été expliqué que l'initiative resterait aux gouvernements et que la Commission Européenne n'avait qu'une compétence juridique limitée pour pousser les pays à mettre en œuvre la Directive. Le sol est la seule ressource naturelle qui n'est pas encore couverte par un instrument juridique de l'UE, comme cela a été fait pour l'eau, l'air ou la biodiversité.

52. Dans la poursuite des travaux, deux groupes de travail ont été formés, un modéré par M. Prem et l'autre par M. Griesbach et M<sup>me</sup> Skaricic. Ces groupes de travail ont discuté les thèmes suivants :

- Propositions relatives à la mise à l'essai des méthodologies harmonisées dans les pays méditerranéens ;
- Intégration des données collectées (y compris la cartographie) dans une base de données régionale/internationale.

Les résultats des groupes de travail, tels qu'ils ont été présentés en session plénière, sont reproduits dans les points qui suivent.

#### 53. Groupe de travail 1

- Les liens avec les PAN recommandés par la CNUCD ainsi que la possibilité d'utiliser les Directives et les plans de gestion préparés dans ce cadre devraient être explorés.
- Les possibilités de financement devraient être incluses dans les plans de gestion pour en assurer la mise en œuvre.
- Il faudrait explorer la possibilité d'un appui technique du CAR/PAP dans les phases initiales de la mise en œuvre des plans de gestion.
- Un projet méditerranéen a été proposé pour évaluer les processus d'érosion des sols dans tous les pays méditerranéens et définir les zones/pays prioritaires. Cela exigera un ajustement d'échelle de la méthodologie existante.
- L'élaboration de la carte de risque d'érosion à l'échelle nationale, pour couvrir le territoire national dans sa totalité, est également indispensable pour définir les zones prioritaires à l'échelle nationale. Cela permettrait une mise à jour des cartes de risque d'érosion existantes. Un projet concret dans ce sens a été proposé par la Tunisie.
- L'intégration de la méthodologie WOCAT dans les Directives du CAR/PAP a été suggérée dans la partie du plan de gestion qui traite des mesures à prendre. WOCAT pourrait contribuer avec les méthodes de conservation locales que les agriculteurs comprennent facilement.
- Il a été suggéré de divulguer et échanger les expériences sur les projets mis en œuvre grâce à d'autres sources, y compris les possibilités et mécanismes de financement.
- La méthodologie pourrait être utilisée pour suivre et évaluer jusqu'à quel point les mesures proposées sont utiles et si les résultats sont positifs.
- Un projet pour réviser/améliorer les Directives du CAR/PAP sur la base des résultats de l'atelier a été proposé, par exemple pour inclure l'évaluation du risque d'érosion à l'échelle nationale en utilisant les images satellitaires et autres méthodes, augmenter la précision de l'évaluation de l'ampleur des processus d'érosion, inclure des analyses coûts-bénéfices pour les mesures proposées, intégrer WOCAT, etc.
- Il faudrait explorer la possibilité d'unir en un seul document les deux Directives du CAR/PAP. Il a également été proposé de donner un titre simple et attrayant à la méthodologie, lequel remplacerait les trop longs titres des Directives existantes.
- Des liens beaucoup plus étroits devraient être établis avec les autres institutions/projets existants, tels que MEDCOASTLAND, LADA, WOCAT.
- Un réseau d'institutions/projets/experts devrait être créé pour mieux diffuser les résultats, informer sur les projets en cours ou en élaboration et assurer la synergie et la complémentarité.
- Les données, les SIG et les cartes produits dans le cadre des différents projets devraient être rendus publics.

#### 54. Groupe de travail 2

- Etablir un inventaire des méthodologies de calcul de l'érosion des sols (USDA, « école de l'Est », « autochtones », méthodes modernes, CAR/PAP) ;
- Tester la méthodologie intégrée du CAR/PAP avec des mesures quantifiées dans les différents contextes géographiques (zones côtières en Turquie, au Monténégro, en France et au Maroc). Plusieurs propositions concrètes ont été faites dans ce sens :
  - appliquer la méthodologie CAR/PAP dans la zone côtière de la Serbie et Monténégro (exemples pilotes pour comparaison, incluant les paramètres de qualité et la spécificité de la côte, validation, vérification) ;
  - tester la méthodologie CAR/PAP au niveau régional (littoral méditerranéen du Maroc) et quantifier les données pour les principaux processus érosifs ;
  - appliquer la méthodologie CAR/PAP par le biais de projets pilotes à réaliser dans les zones côtières de la Turquie ;

- contribuer au projet d'élaboration de la carte de risque d'érosion en Tunisie.
- Le PAP et la FAO devraient rechercher des sources externes de financement (programmes de jumelage entre les états-membres de l'UE, Banque Mondiale, USDA, Commission Européenne/EAR, WOCAT, etc.) ;
- Suite à la demande faite par les pays-membres au Département de la coopération technique de l'AIEA, des financements peuvent être obtenus pour les expérimentations et mesures ;
- Rétablir la collaboration technique entre le CAR/PAP et l'administration espagnole ;
- Inclure la méthodologie WOCAT dans les programmes nationaux/régionaux qui seront engagés dans l'avenir dans le cadre du CAR/PAP.

55. Dans la discussion qui a suivi, en plus des recommandations des groupes de travail, les participants ont suggéré ce qui suit :

- L'APAL serait prête à investir dans un projet de gestion de l'érosion dans le cadre d'un projet GIZC ;
- Elaborer une carte régionale et identifier les zones critiques dans lesquelles le CAR/PAP pourrait intervenir avec sa méthodologie ;
- Examiner les possibilités de coopération avec les projets en cours (par exemple, en Tunisie) et renforcer l'interaction avec d'autres projets ;
- Promouvoir l'intégration des Directives dans les procédures et les normes nationales, et appuyer leur application au niveau national ;
- Etablir un système de suivi des expériences nationales en matière d'application des Directives ;
- Organiser un atelier national en Tunisie ;
- Pour obtenir le financement de l'UE il faut montrer que tous les acteurs concernés sont impliqués dans le projet, que les résultats du projet seront largement diffusés et que le projet est applicable même dans d'autres zones.

#### Point 5 de l'ordre du jour : Conclusions et recommandations

56. M. Prem a remercié les groupes de travail pour les débats fructueux et les propositions concrètes qu'ils ont faites concernant les activités du CAR/PAP. Toutes les recommandations et suggestions seront incluses dans un rapport qui servira aussi bien au CAR/PAP et à la FAO qu'à tous les participants à l'atelier pour améliorer leur performance dans le domaine de la dégradation des terres. Il a souligné le fait que l'atelier a été très positif et réussi pour le CAR/PAP et qu'il a répondu à ses attentes de connaître les autres méthodologies qui traitent de la dégradation des terres et de l'érosion des sols en particulier, ce qui aidera le CAR/PAP à mieux planifier ses interventions futures. C'était aussi une excellente occasion pour partager les expériences obtenues en réalisant des projets concrets et créer une idée plus précise sur ce que l'on pourrait faire à l'avenir. Du point de vue du CAR/PAP, sa méthodologie s'est avérée intéressante et pourrait encore être améliorée grâce aux idées exprimées lors de l'atelier. C'est pourquoi les efforts devraient être poursuivis pour la vulgariser et la rendre communément acceptée. Il a été convaincu que la FAO a profité de l'atelier dans la même mesure, notamment en gagnant des idées pour les projets futurs.

#### Point 6 de l'ordre du jour : Clôture de l'atelier

57. M. Prem a remercié tous les participants pour leur contribution aux délibérations de l'atelier, et tout particulièrement ceux qui ont contribué avec leurs présentations. Il les a également remercié pour le travail fructueux dans le cadre des groupes de travail qui ont abouti à des commentaires et des suggestions très utiles. Il a exprimé sa gratitude à la FAO pour l'appui dans l'organisation de cet important atelier ainsi que pour la qualité de son accueil.

58. L'atelier a été clos le 12 octobre 2005, à 15h00.

## ANNEXE I

### Liste des participants

CROATIA  
CROATIE

Ms. Sanja Matijevic  
International Relations Department  
Ministry of Environmental Protection,  
Physical Planning and Construction  
Ulica Republike Austrije 20  
10000 Zagreb  
Tel: + 385 1 3782497  
Fax: + 385 1 3782157  
E-mail: [sanja.matijevic@mzopu.hr](mailto:sanja.matijevic@mzopu.hr)

CYPRUS  
CHYPRE

Mr. Costas Hadjiparaskevas  
Deputy Head of Land and Water Use Section  
Department of Agriculture, M.A.N.R.E.  
1412 Nicosia  
Tel: + 357 22 305470  
Fax: + 357 22 305494  
E-mail: [chadjiparaskevas@da.moa.gov.cy](mailto:chadjiparaskevas@da.moa.gov.cy)

FRANCE  
FRANCE

M. Pierre Bougeant  
Chargé de mission Méditerranée  
Conservatoire du Littoral  
36, Quai d'Austerlitz  
75 013 Paris  
Tel: + 33 1 44068900  
Fax: + 33 1 45836085  
E-mail: [p.bougeant@conservatoire-du-littoral.fr](mailto:p.bougeant@conservatoire-du-littoral.fr)

ITALY  
ITALIE

Ms. Anna Luise  
Agenzia per la Protezione  
dell' ambiente e per i Servizi  
Tecnici (APAT)  
Via Vitaliano Brancati, 48  
00144 Roma  
Tel: + 39 06 50071  
Fax: + 39 06 50072916  
E-mail: [anna.luise@apat.it](mailto:anna.luise@apat.it)

Ms. Monique Viel  
SMAP RMSU  
c/o APAT  
Via Curtatone, 3 00185 Rome Italy  
Tel. + 39 06 4444 2598  
Fax + 39 06 4444 2276  
E-mail : [rmsu@apat.it](mailto:rmsu@apat.it)

LEBANON  
LIBAN

Mr. Mohamad Khawlie  
Director  
National Council for Scientific Reserach -  
National Centre for Remote Sensing  
P.O. Box 11-8281  
Riad El-Solh 1107 2260 Beirut  
Tel: + 961 4 409845/6  
Fax: + 961 4 409847  
E-mail: [mkhawlie@cnrs.edu.lb](mailto:mkhawlie@cnrs.edu.lb); [mkhawlie@arz.cnrs.edu.lb](mailto:mkhawlie@arz.cnrs.edu.lb)

MALTA  
MALTE

Ms. Christine M. Tanti  
Senior Environment Protection Officer  
Malta Environment and Planning Authority  
St Francis Ravelin  
Floriana  
Tel: + 356 2290 6007  
Fax: + 356 2290 2295  
Email: [christine.tanti@mepa.org.mt](mailto:christine.tanti@mepa.org.mt)

MOROCCO  
MAROC

M. Omar Aboulabbes  
Professeur  
Ecole Nationale Forestière d'Ingénieurs  
B.P. 6202 Rabat - Salé  
Tel: + 212 61 591575  
E-mail: [aboulabbes@hotmail.com](mailto:aboulabbes@hotmail.com)

M. Mehdi Chalabi  
Chef de la Division de la Gestion Environnementale  
du Milieu Naturel  
Ministère de l'Aménagement du Territoire,  
de l'Eau et de l'Environnement  
36, avenue Al Abtal  
Rabat - Agdal  
Tel: + 212 67 552482  
E-mail: [mehdichalabi@yahoo.fr](mailto:mehdichalabi@yahoo.fr)

SLOVENIA  
SLOVENIE

Ms. Urska Kusar  
Environmental Agency of the Republic of Slovenia  
EU Reporting Service  
Vojkova 1b  
SI-1000 Ljubljana  
Tel: + 386 1 4784403  
E-mail: [urska.kusar@gov.si](mailto:urska.kusar@gov.si)

SPAIN  
ESPAGNE

Mr. Jordi Galofré  
Head of Tarragona Coastal Service  
Coastal Directorate  
Ministry of Environment  
Pl. Imperial Tarraco, 4 – 4 Fl  
43005 Tarragona  
Tel: + 34 977 216613  
Fax: + 34 977 230563  
E-mail: [jgalofre@mma.es](mailto:jgalofre@mma.es)

SERBIA AND MONTENEGRO  
SERBIE ET MONTENEGRO

Mr. Velibor Spalevic  
Senior Task Manager  
European Agency for Reconstruction  
Operations, Agriculture and Rural Development  
Atinska 5, Gorica C,  
81000 Podgorica, Montenegro  
Tel: + 381 81 406600 / +381 67 201222  
Fax: + 381 81 655532  
E mail: [velibor.spalevic@ear.eu.int](mailto:velibor.spalevic@ear.eu.int)

SYRIA  
SYRIE

Mr. Mohammad Al-Abed  
General Organization for Remote Sensing (GORS)  
P.O. Box 12586  
Saboura – Damascus  
Tel: + 963 11 2218700 / 2218764  
Fax: + 963 11 3910700  
E-mail: [ibrahim5@scs-net.org](mailto:ibrahim5@scs-net.org), [gors@mail.sy](mailto:gors@mail.sy)

Mr. Chadi Yousef Badra  
General Commission for Environmental Affairs (GCEA)  
Directorate of Land Safety  
Damascus  
Tel: + 963 11 4462658  
Fax: + 963 11 4462658  
E-mail: [Sharaa-kh@mail.sy](mailto:Sharaa-kh@mail.sy)

TUNISIA  
TUNISIE

M<sup>me</sup> Rafla Attia  
Sous-directeur  
Direction des Ressources en Sols  
DG/ACTA  
30, rue Hédi Karray  
Ariana 2080  
Tunis  
Tel: + 216 98 259283  
Fax: + 216 71 718208  
E-mail: [attiarafila@yahoo.fr](mailto:attiarafila@yahoo.fr)

M<sup>me</sup> Farida Mansouri  
Chargée de l'unité GIS  
CRDA Kairouan  
Ministère de l'Agriculture  
Tunis

M<sup>me</sup> Afifa Sfayhi  
Agence de Protection et d'Aménagement du  
Littoral (APAL)  
2, rue Mohamed Rashid Rida  
Le Bélvédère  
2045 Tunis  
Tel: + 216 71 840177  
Fax: + 216 71 848660  
E-mail: [afifa.sfayhi@apal.nat.tn](mailto:afifa.sfayhi@apal.nat.tn)

TURKEY  
TURQUIE

Ms. Nurgül Gülsen  
Division Director of Combating Desertification  
Ministry of Environment and Forestry  
Ataturk Bulvari 153  
06 100 Bakanlıklar  
Ankara  
Tel: + 90 312 4177769 / + 90 532 3364548  
E-mail: [nurgulgtr@yahoo.com](mailto:nurgulgtr@yahoo.com)

AGENCES ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Environment Remote Sensing  
Regional Activity Centre  
(ERS/RAC)

Ms. Teresa Borelli  
ERS/RAC (INFO/RAC)  
Via Cagliari 40  
00198 Rome  
Italy  
Tel: + 39 06 85305147  
Fax: + 39 06 8542475  
E-mail: [rsoffice@ers-rac.org](mailto:rsoffice@ers-rac.org)

EUROPEAN COMMISSION

Ms. Claudia Olazabal  
DG ENV - European Commission  
Unit B1 – Agriculture and Soil  
Room BU-9 03/128  
Avenue de Beaulieu 5  
B-1160 Brussels  
Belgium  
Tel: + 32 2 2990441  
Fax: + 32 2 2968825  
E-mail: [claudia.olazabal@cec.eu.int](mailto:claudia.olazabal@cec.eu.int)

FOOD AND AGRICULTURE  
ORGANIZATIONS OF  
THE UNITED NATIONS  
(FAO)

Mr. Martinez Beltran  
Senior Officer  
Water Resources, Development and Management Service  
Land and Water Development Division  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: + 39 065 7052078  
Email: [Martinez.Beltran@fao.org](mailto:Martinez.Beltran@fao.org)

Mr. Jean Bonnal  
Rural Institutions and Participations Service (SDAR)  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: + 39 0657054453  
Email: [Jean.Bonnal@fao.org](mailto:Jean.Bonnal@fao.org)

Mr. Emanuele Cuccillato  
Soil and Water Conservation program in Tunisia  
(FAO/GCP/TUN/028/ITA)  
30, Alain Savary BP 250,  
Tunis Mahrajene Tunis-Tunisia  
Email : [Emanuele.Cucillato@fao.org](mailto:Emanuele.Cucillato@fao.org)

Ms. Mary Jane Dela Cruz  
Consultant  
Land and Plant Nutrition Management Service (AGLL)  
Land and Water Development Division  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: +39 065 7054273  
Email: [Maryjane.delacruz@fao.org](mailto:Maryjane.delacruz@fao.org)

Mr. Hubert George  
Technical Officer  
Land and Plant Nutrition Management Service (AGLL)  
Land and Water Development Division  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: + 39 065 7056234  
Fax: + 39 065 7056275  
Email: [Hubert.George@fao.org](mailto:Hubert.George@fao.org)

Mr. Parviz Koohafkan  
Director  
Rural Development Division (SDA)  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: +39/0657053843  
Email: [Parviz.Koohafkan@fao.org](mailto:Parviz.Koohafkan@fao.org)

Mrs. Clemencia Licona Manzur  
Technical Officer  
Land and Plant Nutrition Management Service (AGLL)  
Land and Water Development Division  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: +39/0657055044  
Fax: +390657056275  
Email: [LiconaManzur.Clemencia@fao.org](mailto:LiconaManzur.Clemencia@fao.org)

Mr. Freddy Nachtergaele  
Technical Officer  
Land and Plant Nutrition Management Service (AGLL)  
Land and Water Development Division  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: +39/0657054888  
Fax: +390657056275  
Email: [Freddy.Nachtergaele@fao.org](mailto:Freddy.Nachtergaele@fao.org)

Mr. Pasquale Steduto  
Chief  
Water Resources, Development and Management Service (AGLW)  
Land and Water Development Division  
Food and Agriculture Organizations of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla 00100 Rome, Italy  
Tel: + 39 065 7054084  
Email: [Pasquale.Steduto@fao.org](mailto:Pasquale.Steduto@fao.org)

Deutsche Gesellschaft für  
Technische Zusammenarbeit  
(GTZ)

Mr. Berthold Hansmann  
GTZ Technical Advisor  
Support for ACSAD, Syria and Lebanon  
in Implementing the Convention to Combat Desertification  
Ministry of Agriculture  
Bir Hassan (Facing Henry Chab Military Station)  
2nd Floor, Room No. 221  
Beirut, Lebanon  
Tel: + 961 1 849644 / + 961 3 302379  
Fax: + 961 1 849644  
E-mail: [codel@inco.com.lb](mailto:codel@inco.com.lb)

International Centre for  
Advanced Agronomic  
Mediterranean Studies  
(CIHEAM)

Ms. Giuliana Trisorio Liuzzi  
Vice President - CIHEAM  
Faculty of Agriculture, University of Bari  
Italy  
Email: [giuliana.trisoriol@agr.uniba.it](mailto:giuliana.trisoriol@agr.uniba.it)

Istituto Agronomico  
Mediterraneo di Bari (IAMB)

Mr. Pandi Zdruli  
Mediterranean Agronomic Institute  
Via Ceglie, 9  
70010 Valenzano (Bari), Italy  
Tel: + 39 080 4606204  
Email: [pandi@iamb.it](mailto:pandi@iamb.it),

Joint FAO/IAEA Division

Mr. Lionel Mabit  
Soil Scientist  
Soil Science Unit  
Agency's Laboratories Seibersdorf  
Department of Nuclear Sciences and Applications  
International Atomic Energy Agency (IAEA)  
Wagramer Strasse 5, P.O. Box 100  
1400 Vienna, Austria  
Tel: + 43 1 2600 28271  
Fax : + 43 1 2600 28283  
Email: [L.Mabit@iaea.org](mailto:L.Mabit@iaea.org)

Mr. Minh-Long Nguyen  
Section Head  
Soil and Water Management and Crop Nutrition Section  
Joint FAO/IAEA Division  
Wagramer Strasse 5, P.O. Box 100  
1400 Vienna Austria  
Tel: + 43 1 2600 21648 or 21646  
Fax: + 43 1 26007  
Email: [M.Nguyen@iaea.org](mailto:M.Nguyen@iaea.org)

MEDALUS

Ms. Jane Brandt  
MEDALUS Project Office  
Oaklands House  
Coggins Mill Lane  
Mayfield TN20 6UL, United Kingdom  
Tel: + 44 1435 873859  
Fax: + 44 1435 83859  
E-mail: [medalus@medalus.demon.co.uk](mailto:medalus@medalus.demon.co.uk)

Priority Actions Programme  
Regional Activity Centre  
(PAP/RAC)

Mr. Gunter Englisch  
Consultant  
Iheringstrasse 5  
D-35392 Giessen  
Germany  
Tel: + 49 641 9726407  
Fax: + 49 641 9726406  
E-mail: [gunter.englisch@gmx.de](mailto:gunter.englisch@gmx.de)

Mr. Jean-Claude Griesbach  
Consultant  
Via Lorenzo Suscipj 13  
00142 Rome  
Italie  
Tel: + 39 06 51530244  
Fax: + 39 06 51530244  
E-mail: [jeanclaudegriesbach@tin.it](mailto:jeanclaudegriesbach@tin.it)

Mr. Marko Prem  
Deputy Director  
PAP/RAC  
Kraj Sv. Ivana 11  
21000 Split, Croatia  
Tel: + 385 21 340475  
Fax: + 385 21 340490  
E-mail: [marko.prem@ppa.htnet.hr](mailto:marko.prem@ppa.htnet.hr)

Ms. Zeljka Skaricic  
Project Officer  
PAP/RAC  
Kraj Sv. Ivana 11  
21000 Split, Croatia  
Tel: + 385 21 340476  
Fax: + 385 21 340490  
E-mail: [zeljka.skaricic@ppa.htnet.hr](mailto:zeljka.skaricic@ppa.htnet.hr)

Mr. Ivica Trumbic  
Director  
PAP/RAC  
Kraj Sv. Ivana 11  
21000 Split, Croatia  
Tel: + 385 21 340471  
Fax: + 385 21 340490  
E-mail: [ivica.trumbic@ppa.htnet.hr](mailto:ivica.trumbic@ppa.htnet.hr)

World Conservation  
Approaches and Technologies  
(WOCAT)

Ms. Gudrun Schwilch  
Research Scientist  
CDE-GIUB, Steigerhubelstrasse 3  
3008 Berne, Switzerland  
Tel: + 41 31 631 88 45 (office)  
Tel: + 41 31 631 88 22 (secretariat)  
Fax: + 41 31 631 85 44  
E-mail: [gudrun.schwilch@cde.unibe.ch](mailto:gudrun.schwilch@cde.unibe.ch)



## ANNEXE II

### Ordre du jour

#### Lundi, le 10 octobre 2005

- 8h30 - 9h45                   - Enregistrement des participants  
- Ouverture de l'atelier  
- Introduction à l'atelier
- 10h10 -15h00               - Pour une terminologie et des méthodologies harmonisées d'évaluation de la dégradation des terres
- Dégradation des terres : la nécessité de méthodologies d'évaluation harmonisées et pluridisciplinaires
  - Directives CAR/PAP pour l'évaluation de l'érosion et de la désertification dans les zones côtières méditerranéennes
  - Utilisation des techniques isotopiques et d'autres techniques associées dans l'étude de la dégradation des terres et la gestion intégrée sols-plantes-nutriments-eau en vue d'améliorer la productivité et la qualité des sols
  - Utilisation des radio-nucléides pour étudier l'érosion des sols à différentes échelles et compléter les approches conventionnelles.
  - DESERTLINK : Un système d'indicateurs de désertification pour l'Europe méditerranéenne
  - Une approche pour la caractérisation des systèmes d'utilisation/exploitation agricole à l'échelle infra-nationale et son application dans le cadre de LADA
  - Indicateurs biophysiques et socio-économiques de la dégradation des terres dans
- 15h30 - 17h00               - Discussion

#### Mardi, le 11 octobre 2005

- 9h00 – 12h30               - Lutte contre la dégradation des terres en région méditerranéenne
- Activités du CAR/PAP en région méditerranéenne : Introduction
  - Projet CoLD : Amélioration du suivi continu de la dégradation des terres côtières au Liban et en Syrie
  - Rapport national algérien
  - Rapport national marocain
  - Rapport national tunisien
  - Cartographie de l'érosion des sols à Malte
  - Résumé des expériences nationales
  - Expériences relatives à l'application des Directives CAR/PAP dans les gouvernorats de Kairouan, Siliana et Zaghuan en Tunisie dans le cadre du projet FAO GCP/TUN/028/ITA
  - Synthèse des expériences nationales

#### Mercredi, le 12 octobre 2005

- 9h00 – 12h00               - Questions internationales
- Développements actuels en matière de politique de protection des sols dans l'UE
  - Approches et technologies mondiales de conservation (WOCAT)

- Atlas agricole du Liban (Projet FAO au Liban)
- Expérience du réseau thématique MEDCOASTLAND financé par l'UE en matière d'amélioration de la diffusion des informations dans la région méditerranéenne

13h00 – 14h00 - Groupes de travail

- Propositions relatives à la mise à l'essai des méthodologies harmonisées dans les pays méditerranéens
- Intégration des données collectées (y compris la cartographie) dans une base de données régionale/internationale

14h00 – 15h00 - Discussion en session plénière  
- Conclusions et recommandations  
- Clotûre de l'atelier